RELIZANE

Le colmatage ne paie pas

L'opération de rebitumage entendre par-là réparation des dégradations de la chaussée (nids-de-poule, crevasses...) s'avérerait être réellement une opération technique qui nécessiterait une formation appropriée ou tout un savoir-faire accumulé d'un capital expérience solide.

L'entretien palliatif, entamé récemment, par les services de la commune de Relizane, ne semble pas avoir apporté tous ses fruits. C'est du moins ce que l'observateur voit aujourd'hui à travers les artères déjà traitées. Pour remédier à une situation devenue lamentable, la commune de Relizane a acquis, selon le maire, environ 200 tonnes de bitume destiné pour cette opération. Le re-bitumage a été effectué par les propres moyens (humains et matériels) de la commune. Il a consisté à réparer provisoirement les artères en colmatant les nids-de-poule et autres. Cependant, certaines artères ont déjà perdu ce revêtement provisoire. Cette pose de goudron n'a pas tenu trop longtemps. Les pluies, qui ne cessent de s'abattre, ont effacé tout le travail fourni par les agents communaux. Pratiquement, tout le bitume a été arraché ou plutôt les nids-de-poule ont été totalement vidés du goudron surajouté, par les eaux pluviales. Le soulagement des automobilistes, qui croyaient leur système d'amortissement épargné, a été de courte durée. A peine quelques jours, tout le bitume est parti en dérive. Pire encore, certaines chaussées sont réapparues plus dégradées qu'avant comme si le bitume avait, en se décollant, emporté d'autres morceaux de la chaussée.

Alors que faire devant une telle situation ? s'interroge l'observateur. Laisser tout simplement cette tâche à ceux qui ont les capacités techniques pour l'exécuter, répond un autre citoyen, en connaisseur. Là où ils rangeaient le soir, leur matériel ou encore pouvaient se mettre à l'abri quand ils n'avaient rien à faire.

Dire qu'il n'y a pas longtemps, on avait même évoqué la volonté de réhabiliter cette profession, ce métier tant utile pour la chaussée. Alors, en attendant l'argent des chantiers inscrits par l'APC, «rendons à la chaussée, ce qui appartient à la chaussée !»

A. Rahmane

Régulation de l'activité commerciale

Les services de l'annexe communale de Belacel, dans la wilaya de Relizane, ont organisé une campagne de régulation des activités commerciales et de la circulation piétonnière, en obligeant les commerçants à respecter les espaces piétions et à ne pas étaler leurs marchandises sur les trottoirs.

D'autres intervenants chargés du cadre de vie ont participé à cette campagne destinée à mettre un terme au phénomène du squat anarchique des trottoirs par l'étalage de marchandises à l'extérieur des locaux commerciaux.

A cause de ces comportements inadéquats, les piétons sont souvent obligés d'emprunter la voie réservée aux véhicules avec des risques d'accidents encourus.

Par le passé, les services de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement ont, à plusieurs occasions, établi des procès-verbaux et traduit en justice des commerçants pour squat de trottoirs avec leurs marchandises.

Les contrevenants ont été condamnés à payer des amendes. Parmi les citoyens souffrant du squat des trottoirs, on retrouve les aveugles dont l'un d'eux nous a avoué récemment que les trottoirs sont truffés de pièges et s'il évite un citoyen, il tombe sur des cageots ou des équipements déposés en plein trottoir.

A. R.

SOUK AHRAS

Transfert des eaux depuis le barrage de Aïn Dallia vers Bir Bouhouche

Littéralement, le secteur des ressources en eau au niveau de la wilaya de Souk Ahras agit de manière ingénieuse afin d'assurer une meilleure prise en charge en alimentation en eau potable à travers les communes frontalières de la wilaya où des projets d'envergure sont achevés et d'autres sont d'ores et déjà en cours de réalisation.

En sus des deux nouveaux projets hydrauliques, l'un implanté dans la région de Oued Djedra, distante de 8 km du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras, d'une capacité de 35 millions/m³ dont le chantier a démarré en 2012, connaît présentement un taux d'avancement des travaux de 60% et le second à Oued Melleg, d'une capacité de stockage de 150 millions/m³, à 25 km de la région de Taoura, est à 80% de sa réalisation, un autre projet hydraulique a été réceptionné récemment selon M. Moul, directeur des ressources en eau dans la localité de Bir Bouhouche qui a bénéficié d'une opération dans le cadre du programme sectoriel avec une manne financière de l'ordre de 150 000 000 DA pour le renforcement de l'alimentation en AEP de cette commune reculée, future pépinière dans l'agroalimentaire, pas moins de 1 000 m³ d'eau supplémentaires ont consolidé l'alimentation en eau potable de cette commune à la faveur de la mise en service du projet des transferts des eaux à partir du barrage de Aïn Dallia, via la station de pompage de la commune de Bériche (Oum-El-Bouaghi), avec une canalisation en PHD de 8 500 mètres linéaires.

Irrémédiablement, ce transfert d'eau a mis fin au problème de pénurie de ce liquide précieux pour les habitants de Bir Bouhouche où vivent plus de 5 000 âmes.

Il est utile de rappeler que cette région a été alimentée auparavant à partir des forages locaux avec un volume ne dépassant pas les 600 m³ par jour.

Barour Yacine

TIZI (MASCARA)

Réalités et perspectives d'une daïra

La daïra de Tizi, wilaya de Mascara, dont la population est évaluée à 34 000 habitants, compte trois communes que sont El Keurt, Frouha et Tizi. Ces deux dernières particulièrement, jadis prospères, sont connues pour leur bonne terre et font partie de la plaine de Ghriss qui souffre de problèmes d'irrigation même si les nouvelles techniques d'irrigation ont été introduites.

Il convient aussi de signaler que les forages, illicites et anarchiques à une certaine période, ont causé des désastres à la nappe phréatique résultat d'un laxisme avéré.

Le wali de Mascara, lors de sa dernière sortie en date du 19 novembre dernier dans cette daïra délaissée tiendra à rassurer les agriculteurs, en leur annonçant que ce projet d'irrigation de la plaine de Ghriss à partir du barrage de Ouizert, sera un réalité incessamment. Celui-ci est attendu comme la providence et ce seraient les 1000 hectares extensibles à 5000 qui en seraient irrigués. Ce serait somme toute une réhabilitation de la plaine de Ghriss qui constituait le fleuron de l'agriculture dans la région.

Pour le premier responsable de la wilaya, la première étape sera le centre d'enfouissement technique (CET), une réalisation importante financée en partie par l'Union européenne. Il est d'un apport considérable pour le traitement des déchets, sauf que beaucoup de localités voisines du site ont eu à faire face aux désagréments causés par les odeurs se dégageant en été et à la faveur du vent. Des protestations citoyennes ont eu lieu et suite à celà de nouvelles dispositions ont été prises pour atténuer le phénomène.

Malgré tous les programmes réalisés en terme de développement pour ces zones semi-rurales, particulièrement pour l'habitat rural, réhabilitation de chemins ruraux, AEP et le secteur de la santé, le wali a pris acte des revendications des habitants de localités se trouvant ça et là. Ceci a eu lieu lors de la rencontre programmée avec les citoyens. Ce seront surtout les citoyens de Tizi qui prendront la parole et ils ne feront pas de cadeau au P/APC qu'ils chargeront en reprochant sa passivité.

Notre commune est, dira l'un d'eux, qu'en hiver, il n'était pas commode de se déplacer pour cause d'avaloirs obstrués. L'absence d'espaces verts sera également évoquée.

Des instructions seront données manu militari en ce sens.

Le problème d'AEP se pose avec acuité dans le territoire de la commune de Froua. Ce problème sera aplani pour la majorité des communes de la wilaya durant le premier semestre 2017, annoncera le wali, avec l'arrivée de l'eau du MAO, qui couvrira les besoins de 600 000 habitants. Pour cette même commune, sera évoquée l'urgence de prendre en charge 14 familles, vivant une précarité insoutenable, chose connue par le P/APC. Elles devraient être délocalisées et soulagées. La commune de Froua constitue la particularité de la daïra, voire de la wilaya, car il y aurait une grande activité économique. Aujourd'hui, agriculture et commerce se conjuguent dans cette partie de la wilaya où le travail de la terre était prioritaire. Ceci soulage la localité comme en attestent les recettes pour la commune.

Dans le prolongement du discours officiel, le wali de Mascara s'adressant à l'assistance, rappellera la période difficile que traverse le pays tout en affirmant que les acquis sociaux seraient préservés.

A la fin de cette rencontre, une femme crie sa détresse sociale. Le DAS sera chargé de s'enquérir de sa situation. C'était la seule femme à intervenir, certainement celle qui était intervenue plus tôt a dit «et nous les femmes n'avons pas droit au chapitre».

M. Meddeber

BRÈVES DE AÏN-TÉMOUCHENT

Cérémonie d'adieu pour trois directeurs exécutifs

Le chef de l'exécutif a procédé en cette fin de semaine, au siège de l'APW, à la cérémonie d'adieu de trois directeurs exécutifs. Il s'agit de M. Kheldoun Abderrahim, directeur des mines et de l'industrie qui a été muté à la wilaya d'Oran pour les mêmes fonctions, ainsi que deux directeurs qui ont été mis en retraite : M. Bejaoui Mohamed, directeur des impôts qui a été remplacé par Mme Aichouba Djamila qui exerçait à la direction régionale à Oran et M. Zerrouki, directeur des POS qui a été remplacé par Saket Berrabeh, le chef de l'exécutif dans son allocution a vanté les efforts fournis par ces directeurs lors de l'exercice de leurs fonctions.

S. B.

Plus de 21 000 handicapés

La direction de l'Action sociale de la wilaya de Aïn-Témouchent a programmé en ce jour du 3 décembre, Journée internationale des handicapés, de nombreuses activités pour marquer l'évènement. Parmi ces activités, la distribution de chaises électriques roulantes, des motocycles et des cannes au profit de cette catégorie de personnes.

Le premier responsable du secteur ; par intérim, Bouzada Mohamed affirmera que les recensements arrêtés, jusqu'au 30 novembre, de cette catégorie de handicapés sont de 21 676 cas dont 7 519 handicapés moteurs et 6 189 mentaux, 6051 handicapés visuels et 763 sourds alors 975 cas sont classés multihandicaps. Cette catégorie touche une pension de 4 000 dinars mensuellement et bénéficient d'une carte de priorité ,en plus de la prise en charge de 20 dossiers relatifs à une pension émanant de la justice après que les concernés eurent déposé des demandes à la justice qu'ils ne perçoivent pas de pension relative à leurs enfants, cette pension leur est remise chaque année, ajoute la même source.

S. B.

Découverte d'un corps calciné dans un conteneur à Béni-Saf

Les services de la Protection civile de la wilaya de Aïn-Témouchent, sont intervenus, avant-hier, dans la ville côtière de Béni-Saf pour circonscrire un incendie dans la zone Est de la ville, précisément au quartier Errih dans un local utilisé par son propriétaire pour la vente de brocante.

Le feu s'est étendu aux alentours, touchant des planches et d'autres objets en plastique. Les éléments de la Protection civile ont eu toutes les peines du monde pour ouvrir le conteneur pris par les flammes de l'incendie ; une fois ouvert, les pompiers découvrent à l'intérieur le corps calciné d'une personne âgée d'une quarantaine d'années. Cette personne utilisait le conteneur comme abri pour passer la nuit. Le corps a été transporté par la Protection civile à la morgue de l'hôpital de Béni-Saf pour un examen par le médecin légiste en vue d'identifier le corps.

Une enquête d'usage a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents.

S. B.

Une campagne pour prendre en charge les sans-abris

Les services de la direction de l'action sociale de Aïn-Témouchent ont lancé avant-hier, une campagne pour prendre en charge les individus qui sont sans abri. Cette campagne qui a coincidé avec la période du froid, touchera toutes les 28 communes de la wilaya de Aïn-Témouchent, elle s'effectuera en collaboration avec les services de sécurité, elle concernera tous les points choisis par les SDF et autres personnes vagabondes, à l'instar des gares routières, des jardins publics…

L'opération devra durer trois mois, et ce pour prendre en charge cette catégorie de personnes en matière d'hébergement et de restauration au centre de secours de la direction de l'action sociale, selon le premier responsable du secteur qui dira que cette opération a été prise après que la température eut baissé sensiblement.

S. B.